



C'est un autre rebondissement dans cette affaire qui meuble les débats dans l'espace public.

Les proches de Martinez Zogo ont déclaré qu'ils ne prendront le corps du journaliste assassiné que lorsque l'enquête aura livré son verdict.

Ils ont fait notifier à Paul Biya et à Laurent Eso, ministre de la justice par voie d'huissier qu'ils ne prendront le corps pour l'organisation des obsèques qu'à l'issue des enquêtes préliminaires.

L'huissier a été gardé à vue à la présidence de la République pendant 5h, sous le fallacieux prétexte qu'on ne s'adresse pas au Chef de l'Etat par voie d'huissier.

Finalement l'ordre est venue d'en haut de le laisser faire son travail et que les services compétents de la présidence de la République reçoivent et transmettent le courrier à qui de droit, informe le lanceur d'alerte Boris Bertolt.